

Rencontre unitaire DGFIP avec le ministre du 30 juillet : des réponses exigées autres que celles de l'austérité !

Ce lundi 30 juillet, le ministre du budget, Jérôme CAHUZAC, recevra les organisations syndicales de la DGFIP, signataires du communiqué commun. Pour la CGT Finances Publiques, cette audience doit être, avant tout, l'occasion d'exprimer unitairement l'urgence d'ouvrir des négociations sur la plateforme revendicative actualisée du 2 février.

Dès son entrée en fonction, le gouvernement a affiché sa volonté de rompre avec la RGPP et le mépris à l'égard des fonctionnaires de l'ancien pouvoir. Au-delà des simples déclarations d'intentions, cela implique des actes en cohérence.

A ce titre, la CGT Finances Publiques déplore que plusieurs éléments de la lettre de cadrage de Matignon soient en totale contradiction avec cette annonce et témoignent davantage de la continuité des politiques régressives antérieures que de la voie ouverte au véritable changement :

- ▶ pertes sèches d'emplois à la DGFIP évaluées à 2,5% des effectifs globaux soit 3000 postes liquidés par an,
- ▶ gel de la valeur du point d'indice, absence de mesures pour lutter contre les pertes de pouvoir d'achat et smicardisation de la catégorie C,
- ▶ baisse des crédits de fonctionnement alloués dans les services,
- ▶ incertitudes sur la reconduction et le volume des plans de qualification avec toutes les conséquences que cela implique sur les déroulements de carrière et les niveaux de recrutement,
- ▶ mise en concurrence dans l'attribution des moyens entre les ministères qualifiés de prioritaires et ceux qui ne le seraient pas.

A cette série de contentieux s'ajoute par exemple l'absence de réponses à la suppression du jour de carence, à l'accès non contingenté au 8^{ème} échelon de la catégorie C, sur l'application de la loi de titularisation des contractuels, et l'arrêt des licenciements des personnels précaires.

La seule différence pour l'instant observée réside dans le vocabulaire. **A l'austérité de droite, on oppose la rigueur de gauche. Eloignés de ces subtilités sémantiques, les agents veulent des réponses qui ne soient celles ni de l'austérité ni de la rigueur !**

Lors du quinquennat précédent, les agents de la DGFIP se sont battus :

- ▶ contre la loi « dites de mobilité » portant sur la généralisation des licenciements dans la Fonction Publique,
- ▶ contre les suppressions d'emplois,
- ▶ contre le gel des salaires,
- ▶ contre la Prime Fonction Résultats (PFR) introduisant la rémunération au mérite et visant à tirer vers le bas les salaires,
- ▶ pour la défense des missions, l'amélioration de leurs conditions de vie au travail et la qualité du service rendu à l'utilisateur.

A chaque fois que la situation l'imposait, ils ont toujours su se mobiliser pour faire avancer leurs revendications et défendre le service public, comme au moment du conflit historique de 1989, de la réforme SAUTTER pour ne citer que les exemples les plus emblématiques.

Lors de la rencontre du 30 juillet, la CGT ne manquera pas de rappeler ces constats au ministre de même que la place des luttes sociales dans la défaite du Sarkozysme ainsi que la nécessité de mettre en œuvre d'autres orientations que celles initialement présentées.

A l'occasion de la rencontre ministérielle organisée à l'échelon fédéral, P MOSCOVICI a déclaré vouloir faire du Contrôle Fiscal l'une des priorités de la DGFIP. Si nous jugeons positif cet intérêt manifesté, nous condamnons par avance tout jeu de chaises musicales visant à répartir les pénuries d'emplois entre services et structures en fonction de critères politiques arbitrairement définis.

La multiplication d'événements tragiques, la recrudescence d'agressions et l'augmentation du nombre de gestes désespérés, appellent des mesures rapides assurant la sécurité physique et morale des personnels et des publics.

Par l'établissement d'un bilan contradictoire de la fusion et l'instauration d'un véritable débat sur les missions et les conditions de vie travail, nous voulons que les questions de moyens et d'effectifs soient examinées sous l'angle des besoins réels et non au travers « de fausses considérations budgétaires » dictées par les plans d'austérité et les derniers traités européens ratifiés (MES) qui sont à abroger.

Lors de la conférence sociale du 9 juillet, le gouvernement a indiqué être très attentif au dialogue social. Sur cet aspect, le point de départ d'un nouveau type de relation avec les organisations syndicales passe par la création de réels espaces de négociations sur l'ensemble des champs revendicatifs (emplois, salaires, missions...)

Enfin, si nous accueillons favorablement l'attitude de la DGFIP consistant à suspendre les réformes dans l'attente de leurs présentations aux ministres, **il nous faut maintenant aller plus loin en exigeant, au même titre que la RGPP, leurs abandons définitifs.**

UNIS ET DÉTERMINÉS !

LA CGT FINANCES PUBLIQUES ET L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES CONTINUERONT À AGIR POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS DES PERSONNELS !

NOUS APPELONS LES PERSONNELS À SE RASSEMBLER dès la rentrée pour DÉBATTRE, mettre à l'ordre du jour la question de la mobilisation et CRÉER les conditions du rapport de force pour aider à IMPOSER maintenant le vrai changement !

